

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

4° année/ N° 190

Du 26 septembre au 2 octobre 1986

POLITIQUE

Cerezo déclare à l'ONU qu'il faut oublier le passé
Commission gouvernementale pour déterminer la mort
Nouvelle police politique
Equipement policier fourni par les Etats-Unis
PGT: "Pas de changements pour le pouvoir réel au Guatemala"
La DCG donnera des cours politiques à l'armée
Accord territorial entre le Guatemala, le Honduras et le Salvador

ECONOMIE

CEPAL: "La détérioration de l'économie se poursuit au Guatemala"
Le gouvernement promeut une réforme fiscale
Le Congrès autorise un accroissement des emprunts

INSURRECTION

La réponse insurrectionnelle contre l'armée se poursuit au sud-ouest
L'EGP provoque des pertes à l'armée dans le nord-ouest

MOUVEMENT POPULAIRE

Licenciement de travailleurs qui exigeaient leurs droits
Répression contre une manifestation autorisée
Anti-syndicalisme au Guatel

DROITS DE L'HOMME

CDHG: "L'appareil répressif est toujours en place"
Crainte dans le sud-ouest du fait des activités de l'armée
Violence contre le GAM
Assassinat d'une mère devant ses enfants
Disparition de deux mineurs
Découverte de cadavres mutilés

TRIBUNE POLITIQUE

Les démocrates-chrétiens en quête du soutien international

4° P. 12315

POLITIQUE

CEREZO DECLARE A L'ONU QU'IL FAUT OUBLIER LE PASSE

Le 29 septembre, devant la plénière de l'Assemblée Générale des Nations-Unies, le Président Vinicio Cerezo déclarait que le gouvernement démocrate-chrétien n'allait pas mener d'enquête sur les crimes attribués aux forces de sécurité car "il faut regarder vers l'avenir". Le mandataire a indiqué que l'armée guatémaltèque avait adopté ce qu'elle a appelé la "doctrine de la stabilité nationale", dont les instruments sont la sécurité et le développement.

COMMISSION GOUVERNEMENTALE POUR DETERMINER LA MORT

Un communiqué officiel envoyé au Groupe d'Appui Mutuel -GAM- signale que le Président Cerezo a accepté de former sous sa direction, une commission afin d'enquêter sur le lieu de détention des milliers de guatémaltèques arrêtés et disparus. Dans le cadre des fonctions de cette Commission, se trouve celle de déclarer automatiquement morts, ceux qui ne peuvent être localisés dans les prisons publiques. Le GAM a rejeté cette décision gouvernementale étant donné que d'après lui cela reviendrait à ne plus exiger que leur soient rendus leurs proches. C'est ce qu'a déclaré sa Présidente Nineth de García.

NOUVELLE POLICE POLITIQUE

Le 25 septembre, la presse déclarait que le gouvernement avait créé une nouvelle police politique appelée la Brigade d'Enquêtes Spéciales et Narcotiques qui sera composée d'anciens agents du département des Enquêtes Techniques récemment dissout et qui fonctionnera dans le même local.

Les agents de la nouvelle police politique seront vêtus en civil et leur chef sera l'officier en second, Oscar Armando Quifonez Escobar.

EQUIPEMENT POLICIER FOURNI PAR LES ETATS-UNIS

Le département de la Justice des Etats-Unis a fourni au Ministère de l'Intérieur des équipements divers pour une valeur de 30.000 dollars afin d'organiser le département des Enquêtes criminelles, au cours d'un acte qui s'est produit le 24 septembre dans le Palais du Gouvernement et qui a été remis par le Deuxième Secrétaire de l'Ambassade américaine, Thomas Shannon.

Ce don comprend également des équipements destinés à des laboratoires étrangers, des appareils photographiques, des amplificateurs photographiques,...

PGT: "PAS DE CHANGEMENTS POUR LE POUVOIR REEL AU GUATEMALA"

Le 28 septembre, un communiqué était diffusé pour la commémoration du 37ème anniversaire de la fondation du Parti Guatémaltèque du Travail qui mentionne que l'armée, l'oligarchie et le gouvernement américain continuent à être des facteurs de pouvoir au Guatemala, même si cela n'exclut pas les difficultés et les contradictions qui existent entre eux.

Selon ce communiqué, les caractéristiques principales de la situation

guatémaltèque actuelle sont: l'aggravation et l'approfondissement de la crise, la continuation de la violence, la perte de confiance en l'entité gouvernementale, la recrudescence de la lutte des masses et l'existence d'un conflit armé intérieur.

LA DCG DONNERA DES COURS POLITIQUES A L'ARMEE

Le 29 septembre, la presse locale signalait que la Démocratie-Chrétienne allait diriger un séminaire pour des officiers de l'armée aux fins d'offrir à l'institution armée une vision de ses fondements doctrinaires, idéologiques et de la pratique politique.

Le séminaire, conduit par l'Institut Centre-Américain des Etudes Politiques aura lieu du 8 octobre au 26 novembre avec la participation de politologues, de militants démocrates-chrétiens et de fonctionnaires gouvernementaux.

ACCORD TERRITORIAL ENTRE LE GUATEMALA, LE HONDURAS ET LE SALVADOR

Le 24 septembre, des sources officielles signalaient que les autorités du Guatemala et du Honduras étaient arrivées à un accord initial sur la création du "Trifinio" ou unité territoriale de développement partagé entre ces deux pays et le Salvador.

L'extension territoriale sera de 7.541 km. carrés et le projet commencera avec l'établissement d'une zone écologique dans les montagnes de la municipalité guatémaltèque de Esquipulas, qui dans le futur englobera des domaines de l'agriculture et de l'élevage, la mine, l'industrie, l'artisanat, les voies de communication et d'autres qui pourraient impliquer le volet militaire et de sécurité.

ECONOMIE

CEPAL: "LA DETERIORATION DE L'ECONOMIE SE POURSUIT AU GUATEMALA"

Selon un rapport de la Commission Economique pour l'Amérique Latine (CEPAL) rendu public le 24 septembre, l'économie du Guatemala a poursuivi en 1985 le processus de détérioration qui a débuté au commencement de la décade tant dans le domaine de la production que dans le domaine financier, le PIB s'est contracté d'un pour cent et les principales variables macro-économiques ont montré une même direction vers la baisse.

Le PIB par habitants sur la base de 100 en 1980 a chuté successivement de 98,20 en 1981 à 81,80 en 1985, précise le CEPAL qui ajoute qu'à l'inverse les prix pour le consommateur ont augmenté pour passer de 5,20 en 1984 à 31,50% l'année dernière.

Outre le fait de supporter les effets de "la crise structurelle déjà fort prolongée", les autorités ont réalisé des efforts afin d'assurer une politique d'ajustement nécessaire pour répondre aux engagements contractés auprès du FMI et elles ont également procédé à une réduction des possibilités permettant de mobiliser les ressources extérieures; ce qui couplé au service de la dette extérieure et à la baisse des exportations a provoqué une carence permanente en divisés. C'est sur ces termes que s'achève l'analyse du CEPAL.

LE GOUVERNEMENT PROMET UNE REFORME FISCALE

Le 24 septembre, le Président Cerezo reconnaissait que le gouvernement programme une réforme fiscale globale qui inclura une diminution de la Taxe sur la Valeur Ajouté pour certains produits et une augmentation pour d'autres.

De même, Cerezo a indiqué que prochainement l'unification de change de 2,50 quetzales par dollars entrera en vigueur comme cela avait été maintes fois exigé par le FMI.

LE CONGRES AUTORISE UN ACCROISSEMENT DES EMPRUNTS

Le 25 septembre, le Congrès de la République autorisait le gouvernement à solliciter de nouveaux emprunts pour une valeur supérieure à 40 millions de dollars auprès de la République Fédérale d'Allemagne et de l'AID du gouvernement des Etats-Unis. Cette autorisation s'est produite par le biais d'un décret qualifié "d'utilité publique" et bénéficiant d'un caractère d'urgence.

Le Ministère des Finances a précisé que 34 millions 170.000 dollars proviendraient de la RFA et 6.5 millions de l'AID, destinés à des programmes de développement dans le secteur agricole guatémaltèque.

INSURRECTION

LA REPONSE INSURRECTIONNELLE CONTRE L'ARMEE SE POURSUIT AU SUD-OUEST

Le 27 septembre, un communiqué de l'Organisation du Peuple en Armes - ORPA - signalait des actions insurrectionnelles réalisées comme réponse à la contre-offensive générale lancée contre l'armée dès le début septembre dans le sud-ouest du pays. Ces actions ont occasionné un total de d'au moins 19 pertes gouvernementales, au cours des derniers jours. L'attaque principale des rebelles a eu lieu, le 24 septembre, à l'encontre du détachement militaire stationné dans la propriété "La Cortina", qui appartient à un collaborateur connu des Forces Armées, située dans la municipalité Rio Bravo, département de Suchitepequez, où les forces gouvernementales ont souffert 12 pertes, précise le communiqué. Dans le département de Sololá, des actions où l'armée a essuyé 7 autres pertes se sont produites, dans la colline de Paquixic.

Le Ministre de la Défense, le Général Jaime Hernández a confirmé, le 27 septembre, que l'armée a livré de durs combats contre les forces insurrectionnelles dans le sud-ouest du pays.

L'EGP PROVOQUE DES PERTES A L'ARMEE DANS LE NORD-OUEST

Le 25 septembre, l'Organisation insurrectionnelle l'Armée des Guérilleros des Pauvres, l'EGP, signalait que des unités de ce groupe avaient occasionné 5 pertes à deux colonnes de l'Armée gouvernementale, au cours d'un combat qui s'est produit le 14 septembre au nord-ouest du pays.

Les colonnes gouvernementales passaient au crible les terrains situés entre la localité de San Juan las Almas et la propriété Chivac, municipalité de Barillas, dans le département de Huehuetenango, lorsqu'elles furent surprises par les guérilleros.

MOUVEMENT POPULAIRE

LICENCIEMENT DE TRAVAILLEURS QUI EXIGEAIENT LEURS DROITS

Le milieu de presse indiquaient, le 24 septembre, que 1200 travailleurs des entreprises de Bananes Taylor Presa et Pamaxán, situées dans la municipalité Entre Ríos, dans le nord-ouest, département de Izabal, avaient entamé des arrêts de travail en solidarité avec les travailleurs de la propriété Arizona, ces derniers ayant été licenciés par leurs patrons.

Les employés de Arizona sont en grève généralisée depuis le mois de juillet dernier lorsque le secteur patronal avait renvoyé 27 travailleurs qui organisaient le syndicat.

L'Union Syndicale des Travailleurs du Guatemala -UNISITRAGUA- dénonçait les mesures répressives adoptées du côté patronal et autorisées par les autorités, et qui vont véritablement à l'encontre des travailleurs des entreprises de bananes, et allant à l'encontre des dispositions en vigueur reprises dans la Constitution de la République.

REPRESSION CONTRE UNE MANIFESTATION AUTORISEE

Le 24 septembre, des effectifs du Peloton Anti-Mutinerie de la Police Nationale réprimaient une marche de 4.000 personnes venant d'une colonie en situation d'irrégularité, El Mezquital, qui se dirigeaient à pied vers le Palais National aux fins d'exiger du Président Vinicio Cerezo une amélioration de leurs conditions de vie.

Le Ministre de l'Intérieur, Juan José Rodil devait reconnaître face à la presse que la police avait agi contre ces habitants alors que ces derniers avaient rempli toutes les conditions légales permettant le déroulement d'une manifestation publique.

ANTI-SYNDICALISME AU GUATEL

Le 28 septembre, des dirigeants du syndicat des travailleurs de l'entreprise d'Etat des Telecommunications -GUATEL- signalaient qu'ils font l'objet d'une série de pressions et de chantage de la part d'une Commission qui jouit de la protection octroyée par la gérance de l'institution.

La "Commission du 22 février" exerce des contraintes auprès des travailleurs affiliés au syndicat pour que ces derniers n'assistent pas aux réunions qui sont convoquées. Ces éléments sont précisés par la dénonciation. En outre, elle signale que ces actions correspondent à un schéma adopté par les fonctionnaires publics par le truchement de l'Institut Guatémaltèques des Etudes et de la Formation Sociale -IGE FOS-, qui appartient à la Démocratie- Chrétienne.

DROITS DE L'HOMME

CDHG: "L'APPAREIL REPRESSIF EST TOUJOURS EN PLACE"

Le 25 septembre, un communiqué que la Commission des Droits de l'Homme au Guatemala rendu public signalait que l'appareil de répression clandestin, créé et maintenu par les militaires reste intact. Les assassinats de coloration politique, les disparitions forcées, la

torture et les persécutions en tout genre sont toujours d'actualité, en sus du climat d'intimidation et de terreur créé par les gouvernements militaires antérieurs.

Le communiqué précise que jusqu'à ce jour et en dépit des demandes insistantes présentées par le GAM, le Gouvernement démocrate-chrétien n'a pas seulement omis de donner une réponse objective aux proches des disparus et n'a pas mené à bien des enquêtes sérieuses en la matière mais les membres du GAM ont, en outre, été l'objet de menaces et de harcèlements de la part des effectifs gouvernementaux.

Après avoir signalé qu'elle possède les témoignages afférant à 62 disparitions forcées survenues au cours des six premiers mois de l'entrée en fonction du gouvernement civil actuel, la CDHG indique qu'une nouvelle campagne internationale aura lieu pour la suppression de la pratique de la disparition forcée au Guatemala et pour que la lumière soit faite sur tous les cas s'étant produit dans le pays.

CRAINTE DANS LE SUD-OUEST DU FAIT DES ACTIVITES DE L'ARMEE

Le 26 septembre, des habitants de la municipalité de Chicacao, dans le département de Suchitepéquez, au sud-ouest, dénonçaient le fait que la situation est devenue "angoissante et tendue" dans cette localité du fait de la présence de centaines de soldats et à cause des bombardements incessants effectués par l'armée depuis le 15 septembre.

Les habitants ont signalé que la localité a été occupée par quelques 1.500 soldats, portant de la peinture noire sur le visage et par plus de 20 camions militaires, munis d'équipements, de munitions et de pièces d'artillerie de gros calibre, qui quotidiennement tirent de conserve.

La dénonciation ajoute que l'armée a imposé le couvre-feu dès 20.00 heures et que la crainte est de mise pour ce qui est du sort de milliers de personnes qui vivent dans les propriétés cafétalières et dans les ranchs voisins.

VIOLENCE CONTRE LE GAM

Le 27 septembre, des milieux de presse faisaient savoir que des forces de sécurité avaient expulsé violemment du Palais National, les 7 dirigeants du GAM qui demandaient une audience au Président Cerezo et qu'elles avaient capturé Ismael Samari qui plusieurs heures durant était resté aux mains de la police.

Sarami a été libéré au petit matin du 27 septembre dans un terrain vague, situé dans la ville de Guatemala, après avoir été frappé et menacé par les effectifs gouvernementaux, qui agissaient sous les ordres directs du Ministre de l'Intérieur.

ASSASSINAT D'UNE MERE DEVANT SES ENFANTS

Selon des dénonciations des proches de la victime connues le 29 septembre, des policiers vêtus en civil ont assassiné par balles madame Teofila Magdalena García, âgée de 27 ans, en présence de ses enfants âgés de 9 et 2 ans, au cours d'une action commise dans un secteur du centre de la ville de Guatemala.

Le même jour, on apprenait qu Susana Ramos Grijalva, 24 ans, était en-

levée par 6 effectifs des forces de sécurité gouvernementales qui l'on délogé de force de son domicile situé dans la bourgade Ojo de Agua, dans le département oriental de Jutiapa.

DISPARITION DE DEUX MINEURS

Le 26 septembre, de proches des victimes signalaient le fait que les mineurs d'âge Lorena Tení Pacay et Samuel Antonio Cruz, 14 et 17 ans respectivement, avaient été enlevés par des forces de sécurité dans la colonie El Milagro, municipalité de Mixco, dans le département de Guatemala.

DECOUVERTE DE CADAVRES MUTILES

Des sources étrangères datées du 26 septembre signalent la découverte des cadavres de deux hommes non identifiés, pieds et poings liés, les organes génitaux coupés à ras, portant des traces de tortures et de blessures provenant d'armes à feu et d'armes blanches, dans un ravin de la municipalité de San Cristobal Cucuo, dans le département de San Marcos.

Entre temps, la fillette Karla Marina Lopéz, de 9 mois, était enlevée dans la ville de Guatemala, au cours d'une action attribuée à des trafiquants d'enfants qui agissent sous la protection de fonctionnaires gouvernementaux.

TRIBUNE POLITIQUE

LES DEMOCRATES-CHRETIENS EN QUETE DU SOUTIEN INTERNATIONAL

Promotionner la politique de "neutralité active" et chercher de l'aide sur le plan économique; voilà les objectifs principaux de la visite que le Président guatémaltèque, Vinicio Cerezo effectue aux Etats-Unis et en Europe depuis le 27 septembre et qui comprend également un discours face à l'Assemblée Générale de l'ONU.

Un comité présidentiel, composé de 50 personnes, parcourra les Etats-Unis, l'Espagne, la Belgique, la France, l'Allemagne Fédérale et l'Italie dans un délai de plus ou moins 25 jours et selon un coût estimé à un demi million de dollars (1,5 millions de quetzales). Ces données correspondent à des estimations d'un groupe de députés opposés à cette visite de Cerezo étant donné le coût par trop élevé que cela implique. Pour sa part, le Parti Socialiste Démocratique a soutenu, appuyé par d'autres bancs, l'interpellation faite au Ministre des Relations Extérieures, Mario Quiñonez Amézquita, pour que ce dernier explique aux députés les aspects fondamentaux de la diplomatie démocrate-chrétienne, qui au cours de ces derniers temps a suscité des commentaires variés, tels que les coûts sous-jacents et les motivations de cette visite présidentielle, les contradictions de la fameuse "neutralité active" et les relations que le gouvernement entretient avec des régimes dictatoriaux.

Des secteurs politiques et la presse locale ont critiqué les fréquentes réunions des dirigeants contre-révolutionnaires du Nicaragua sur le territoire guatémaltèque et leurs entrevues avec des hauts-fonc-

tionnaires du gouvernement.

Tant le Président Cerezo que le Président du Congrès et le Secrétaire Général de la Démocratie-Chrétienne -DCG-, Alfonso Cabrera, ont assuré à diverses occasions que ces activités n'affectaient nullement l'image de marque du Guatemala dans le cadre du conflit centre-américain. "Tout le monde à la liberté de se réunir afin de traiter de ce genre d'affaires ou d'organiser des événements de cette nature" au Guatemala a souligné Cabrera alors qu'il était interrogé sur la présence des chefs "contras" sur le territoire national.

Pour sa part, le Ministre des Relations Etrangères, Quiñonez indiquait, le 5 septembre, que la neutralité active "ne signifie pas que nous sommes les ennemis des Etats-Unis". Par la suite, Philip Habib, Ambassadeur Itinérant du gouvernement des Etats-Unis pour l'Amérique Centrale, signalait après son entretien avec Cerezo que "Washington respecte et accepte la neutralité guatémaltèque".

Selon le Président Cerezo, la Maison Blanche n'exerce pas de pression à son encontre pour que le Guatemala appuie davantage les diverses tentatives réalisées pour renverser le gouvernement du Nicaragua. Le mandataire affirme que le "Guatemala abandonnerait sa neutralité dans le conflit centre-américain si il devait y avoir agression directe contre le pays".

En ce qui concerne l'armée guatémaltèque, elle semblerait profiter de la couverture que lui offre "la neutralité active" pour gagner du temps et de l'influence à l'échelon politique tout en recherchant un meilleur équipement de guerre qui lui permettrait de contester l'hégémonie du Conseil de Défense d'Amérique Centrale face à ses corréliogionnaires du Honduras et du Salvador.

Récemment, le Ministre guatémaltèque de la Défense, le Général Jaime Hernández, déclarait que le "Guatemala ne pouvait rester défavorisé sur le plan militaire face à ses voisins centre-américains".

Les cercles diplomatiques considèrent que la politique étrangère de la démocratie-chrétienne, entamée au cours de la dernière administration militaire constitue l'option la plus efficace pour dissimuler la persistance des enlèvements et des assassinats qui sont, dans la plus grande partie des cas, selon divers organismes internationaux, l'oeuvre des effectifs de sécurité gouvernementaux. En outre cette politique facilite l'évolution des programmes contre-insurrectionnels et des relations qui sont, avec l'indépendance absolue de l'exécutif, élaborées et réalisées par les militaires avec les armées de pays comme Israël, Taiwan, le Chili et l'Afrique du Sud.